

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly

La logique d'austérité s'installe

L'acceptation du traité européen de stabilité, de coopération et de gouvernance et de la loi organique qui l'accompagne, place l'économie française dans l'entonnoir de l'austérité.

Ainsi, alors que les vrais problèmes posés à l'industrie sont ceux dits de la compétitivité hors coût, les débats portent surtout sur les questions de coût!

Ce qu'on appelle la compétitivité hors coût ce sont les questions liées à l'innovation, à la recherche, à la stratégie industrielle de l'État, aux relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants ou entre la banque et l'industrie.

Ces questions de fond ne se règlent pas en un mois, mais il y a tellement longtemps qu'on en parle que le plus tôt sera le mieux.

Mais à partir du moment où en France comme en Europe les politiques d'austérité sont mises en place au motif de réduire les déficits, on assiste à trois pressions:

- l'une pour réduire le montant des dépenses publiques et sociales;
- l'autre pour pressurer à la baisse le «coût du travail»;
- la troisième pour accroître la «flexibilité du marché du travail».

Trois pressions que, pour notre part, nous contestons et combattons.

Sur le coût du travail, à l'instar du patronat, le rapport Gallois se prononce pour un choc ou pacte de compétitivité visant à alléger les cotisations sociales et à les transférer sur la fiscalité, en particulier les cotisations patronales.

Cette vision est inacceptable car elle conduit à dégager les entreprises de leur responsabilité, à fragiliser les systèmes sociaux et à ponctionner davantage les salariés ou citoyens via l'impôt.

Sur ce point, nous avons obtenu du gouvernement qu'aucune baisse de cotisation ne soit décidée, ce qui préserve dans l'immédiat les régimes sociaux. Pour autant, le débat n'est pas clos et il sera dur dans les mois à venir.

Le gouvernement a donc annoncé une aide (crédit d'impôt) aux entreprises de 20 milliards d'euros qui interviendrait, après vote au Parlement, en 2014.

Ces 20 milliards seraient financés de trois manières:

- par une diminution supplémentaire de 10 milliards d'euros en 2014 des dépenses publiques.

Cette question sera conflictuelle pour deux raisons: dans le public on est à l'os et d'ores et déjà de nombreuses missions, à la suite de la RGPP, sont rendues impossibles.

Par ailleurs, nos craintes sont plus que vives, d'après nos informations, que l'acte III de la décentralisation se traduise uniquement par une balkanisation de la République;

- par des taxes environnementales;

- par une modification relative des taux de TVA, dont nous tiendrons compte dans les négociations salariales.

Au final, si nous avons dans l'immédiat réussi à préserver la Sécurité sociale, il n'en reste pas moins que la logique d'austérité s'installe.

À différentes reprises nous avons rappelé qu'elle était socialement, économiquement et démocratiquement suicidaire.

Elle risque aussi de l'être sur le plan des principes républicains.

Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, du mercredi 14 novembre 2012



<http://fovinatier.free.fr/>